

Santé à voix haute # 53

La fabrique des politiques de santé

19 septembre 2022

"SANTÉ À VOIX HAUTE" EXISTE GRÂCE À VOTRE SOUTIEN
NOUS RECEVONS AUCUNE SUBVENTION CE QUI GARANTIT NOTRE
INDÉPENDANCE

ÉDITORIAL

Le [rapport du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie](#) projette l'avenir des soins de premier recours, avec notamment un état des lieux de la démographie des médecins spécialistes en médecine générale. **Santé à voix haute** [vous explique pourquoi les estimations du nombre de médecins généralistes varient du simple au double.](#)

Après la rentrée, le calendrier politique s'accélère. Le président de la république vient de lancer le débat autour de la "fin de vie". Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) va bientôt être examiné par la Commission des comptes de la sécurité sociale et par le Parlement.

Enfin, le ministre de la Santé, François Braun, a annoncé, quant à lui, dans le Journal du dimanche, le **lancement du grand débat sur le système de soins** le 3 octobre prochain.

Parmi les lectures indispensables de ce mois, à souligner la parution du [rapport de Santé publique France sur la périnatalité](#), et la publication par [France Stratégie](#), d'une étude sur les inégalités environnementales et sociales. À découvrir très rapidement.

ACTU

Combien de médecins généralistes ?

La question peut paraître saugrenue, mais les estimations du nombre de généralistes varient du simple au double. Car les médecins spécialistes en médecine générale n'exercent pas tous leur discipline en soins primaires. [Explications !](#)

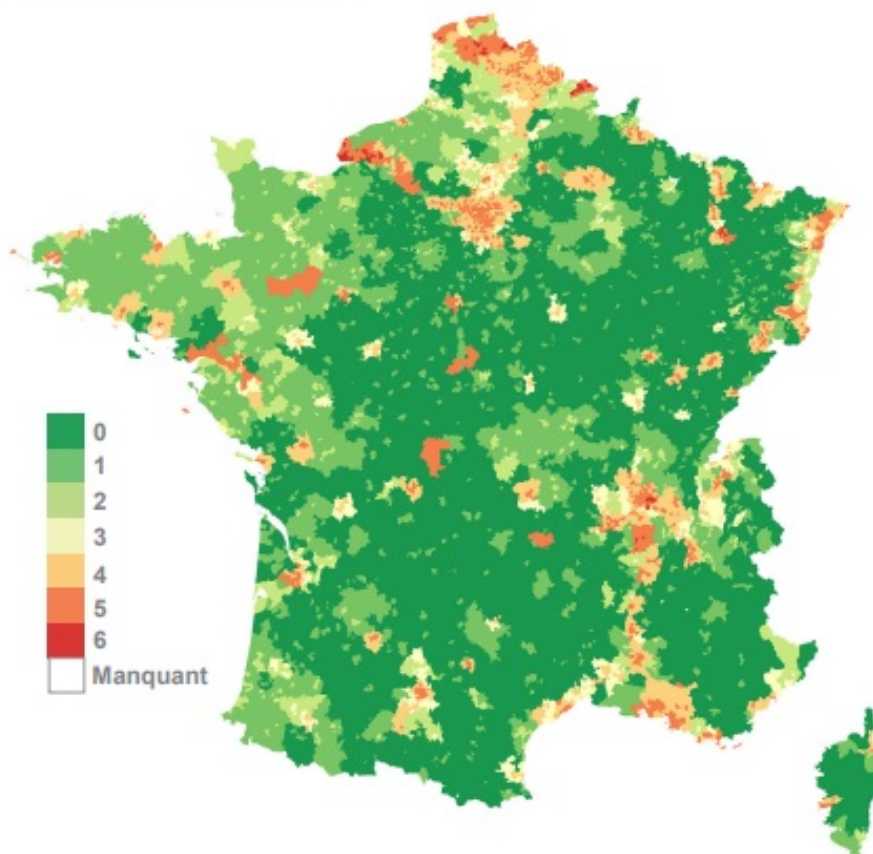
"Santé publique France" dresse l'état des lieux de la santé périnatale

Santé publique France (SPF), met à jour ce mardi, son [rapport de surveillance de la santé périnatale et de la petite enfance](#). L'agence de santé publique met une nouvelle fois en évidence les écarts considérables entre territoires en matière de périnatalité, entre la métropole et certains territoires d'outremer.

Le tabagisme au troisième trimestre de la grossesse reste élevé (16 % des femmes). Du côté des pratiques professionnelles, le nombre d'épisiotomies sur les accouchements par voie basse a diminué fortement aussi bien pour les primipares que les multipares entre 2010 et 2019. Lire aussi : [Le Monde](#).

"France stratégie" dessine les inégalités territoriales liées à la pollution de l'environnement

Carte 4 – Niveaux d'exposition aux six types de pollutions étudiées sur l'ensemble du territoire métropolitain : classement des communes en fonction de l'IEM



Pour apporter un premier éclairage de la double vulnérabilité aux inégalités environnementales et sociales, [France stratégie](#) a conduit une analyse croisée de six types de pollutions des sols et de l'air pour l'ensemble des communes de France métropolitaine en fonction de caractéristiques socioéconomiques des populations.

BRÈVES

TÊTES D’AFFICHE

- **Pauline Martinot**, jeune médecin de santé publique et docteur en neurosciences, missionnée en juin 2021 par le ministre de la Santé à propos de [l'efficacité des actions de santé publique en direction des jeunes](#), vient d'être nommée conseillère médicale dans le cabinet du Pr Braun, ministre de la santé.
- **Sophie Augros, médecin généraliste**, vient d'être nommée conseillère médicale, chargée des questions d'organisation et d'exercice des professions de santé au cabinet d'Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée auprès du Pr Braun. Mme Augros a été nommée en 2017- 2018 déléguée nationale de l'accès aux soins. Dans le cadre du Ségur de la santé, elle a été chargée de coordonner la mise en œuvre de la mesure 25 dédiée à l'amélioration de l'accès aux soins par le développement de l'exercice coordonné.
- **Geneviève Chêne**, directrice générale de Santé publique France, quittera son poste fin octobre (vacance parue au Journal officiel).

LANCEMENT DE LA CONFÉRENCE SUR LE SYSTÈME DE SOINS

- Le ministre de la santé, François Braun, a annoncé dans le Journal du dimanche du 18 septembre, réservé aux abonnés), le calendrier de lancement de la grande conférence sur le système de soins. Le démarrage officiel est prévu le 3 octobre, « en province, dans une Région où il y a des difficultés mais où on innove pour y faire face ». Cette conférence sera une déclinaison thématique du Conseil national de la refondation initié par le président de la république. Ce nouveau dispositif de concertation se déroulera en trois étapes, au niveau national (jusqu'en 2023), au niveau territorial (d'ici la fin de l'année), et à l'aide d'une consultation citoyenne numérique.

FIN DE VIE : LES "RÉSERVES" DU COMITÉ NATIONAL D'ÉTHIQUE

- Les réactions se multiplient depuis que le président de la république a confirmé son intention de confier au Conseil économique et social (CESE) le soin d'engager le débat sur la législation sur la fin de vie, censé aboutir à un texte de loi en 2023. Le débat est donc lancé mais, déjà, les premières réactions hostiles à une évolution de la législation dans ce domaine sont apparues.

Dans son avis n° 139 publié le 12 septembre dernier, le [Comité consultatif national d'éthique](#) juge possible une aide active à mourir strictement encadrée. Mais, de manière exceptionnelle, cet avis comprend une « réserve », signée par certains de ses membres... qui considèrent que le débat sur ces questions n'a aucun caractère prioritaire, étant donnée la crise de vocation que traversent les établissements de santé. Avant de faire évoluer la législation, il serait déjà nécessaire de s'assurer que les textes de loi relatifs à la fin de vie sont réellement appliqués.

SERVICE SANITAIRE DES ÉTUDES DE SANTÉ, LE SATISFECIT DU HAUT CONSEIL EN SANTÉ PUBLIQUE

- Dans son [rapport final](#) d'évaluation du Service sanitaire des études de santé (SSES) le Haut conseil de santé publique (HCSP) recommande le maintien et le renforcement du SSES dans la formation des étudiants en santé en recentrant ses objectifs sur sa fonction pédagogique. Après une [première évaluation](#) publiée en mars 2021, ce second volet aborde les effets du programme sur les représentations et les dynamiques inter filières et les compétences acquises par les étudiants, son impact sur la prévention-promotion de la santé et l'impact de la crise du Covid-19 sur sa mise en œuvre.

FORTE BAISSSE DE L'ESPÉRANCE DE VIE AUX ÉTATS-UNIS

- L'espérance de vie à la naissance a diminué, pour la deuxième année, aux États-Unis (77.0 ans en 2020 à 76.1 en 2021). Elle se situe à son plus bas niveau depuis 1996. ([Centers for disease control and prevention](#), en anglais). L'espérance de vie aux États-Unis est inférieure dorénavant à celle de la Chine.

LE CONTRAT D'ENGAGEMENT DE SERVICE PUBLIC, ÇA NE MARCHE PAS

- Il pourrait être l'une des clés pour résoudre les déserts médicaux : le contrat d'engagement de service public, modèle plébiscité par les élus, a du mal à séduire les étudiants en médecine. Cet outil, qui rémunère les allocataires à hauteur de 1 200 € par mois en contrepartie d'années d'installation dans une zone déficitaire, n'a attiré que 3.300 volontaires en

plus de dix ans. Marion Jort dans [Egora](#) dresse le bilan de ce dispositif créé dans le cadre de la loi HPST de Roselyne Bachelot, en 2009.

SANTÉ VISUELLE

- Alors que près de deux millions de personnes sont malvoyantes ou non voyantes en France, et que les projections démographiques anticipent une augmentation, la politique publique esquissée en ce domaine manque d'ambition, alertent, dans une tribune au « [Monde](#) », quatre spécialistes du handicap visuel.

NOUVEL ESPOIR DANS LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME

- « Une dose de rappel d'un nouveau vaccin antipaludique maintient un niveau élevé de protection contre la maladie, a assuré une équipe de recherche internationale, jeudi 8 septembre dans la revue *Lancet Infectious Diseases*, suscitant l'espoir que ce vaccin bon marché puisse être produit à grande échelle dans quelques années », rapporte le quotidien « [Le Monde](#) ».

LA DÉPENSE DE SANTÉ AUGMENTE DE PRÈS DE 10 % EN 2021

- Après une baisse en 2020 liée aux mesures de restriction sanitaire, les dépenses de soins rebondissent en 2021 : + 2,9 % pour les généralistes et 8,8 % pour les spécialistes. En 2021, la consommation de soins de médecins généralistes retrouve son niveau de 2019, avant le début de la crise du Covid-19. (Source : [Les dépenses de santé en 2021. Résultats des comptes de la santé 2022](#))

“ON GUÉRIT 80 % DES CANCERS DE L'ENFANT”

- C'est ce qu'affirme la pédiatre-oncologue Véronique Minard-Colin, qui fait le point sur les progrès en termes de lutte contre les cancers pédiatriques, qui touchent près de 2 200 enfants par an en France. ([Le Monde](#))

Santé à voix haute

Santé à voix haute # est édité par l'association LA SANTE A VOIX HAUTE, créée à Nantes en 2016.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

[S'inscrire.](#)

[Désinscription](#)

Envoyé par
 **sendinblue**

© 2022 La santé à voix haute